

COLLECTION  
POINT DE MIRE

Critique et pratique  
des systèmes militaires

# Crise et surprise dans l'institution militaire

*PATRICK LE TRÉHONDAT*  
*PATRICK SILBERSTEIN*  
*JEAN-JACQUES UGHETTO*

*POSTFACE*  
*BERNARD RAVENEL*

SYLÉPSE EDITIONS

PÉRISCOPE EDITIONS

ARCHIPEL  
TRANSEDITIONS

DEJA PARUS  
aux Editions Syllepse & Périscope

Le Bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises  
ouvrage collectif coordonné par Dominique Ghisoni

SIDA'venture  
SIDA, éthique et discriminations  
ouvrage collectif

Du Contrat de citoyenneté  
ouvrage collectif coordonné par Henri Lefebvre

La partie et le tout  
Le PCF et la guerre franco-algérienne  
René Dazy

La diagonale des autonomies  
Arcole

L'Alphabet d'Esté  
Renato Curcio

Crises et surprises dans l'institution militaire  
© Editions Syllepse & Périscope 1990  
ISBN 2-907993-04-6 & 2-908356-03-3

## *Point de mire*

**Patrick Le Tréhondat  
Patrick Silberstein  
Jean-Jacques Ughetto**

Les débats dans notre pays sur les problèmes de défense s'em-bourbent souvent dans une approche quantitative où les signes + et - dominent les discours. La doctrine et l'organisation n'évo-luent qu'autour du tryptique nucléaire - force de manœuvre - forces d'intervention considéré comme immuable, intangible, consensuel et neutre.

Cette vision comptable qui additionne et retranche les puis-sances de feu n'est pas seulement socialement déterminée, elle est aussi amnésique. Elle veut ignorer les formes différentes d'organisation militaire dont ont pu se doter d'autres sociétés, y compris la nôtre; à certains moments de leur histoire. Il est d'ailleurs révélateur que les célébrations du Bicentenaire de la Grande Révolution ont occulté avec délice les réalités des ar-mées de l'An II.

Sanglée d'œillères, elle est hermétique aux réflexions menées

ailleurs, hors de l'hexagone. En réalité, l'arme nucléaire a vitrifié la pensée sur les questions de défense.

La mise en interrogation de la défense, de son objet et des moyens qu'elle met en oeuvre s'articule pour nous à notre expérience passée d'appelés du contingent bien décidés à rester sous l'uniforme des citoyens à part entière. Animateurs du mouvement de la jeunesse dans les casernes, avec des milliers d'autres, appelés et engagés, nous avons lutté au sein de l'armée française pour lui imposer le respect des libertés démocratiques, pour construire dans la réalité un droit d'association syndicale interdit, et enfin, pour que cette armée dise clairement à la société quelles étaient ses missions.

Dans ce combat difficile au sein d'une Grande Muette qui érigait le mouvement populaire en ennemi intérieur, nous avons rencontré les mouvements et syndicats de soldats d'autres pays d'Europe. Avec eux, nous avons participé à la fondation d'ECCO, coordination européenne des syndicalistes en uniforme. Et avec eux toujours, nous avons interrogé de l'intérieur le système de défense et au premier chef son fonctionnement anti-démocratique. Lequel, nous en sommes convaincus, n'est pas le fruit d'un simple archaïsme mais renvoie aux missions assignées aux armées.

Hier syndicalistes sous l'uniforme, nous voulons aujourd'hui poursuivre notre réflexion.

La gauche au pouvoir a renoncé, dès 1981, à considérer la défense comme un enjeu de transformation sociale et s'est coulée dans le moule. En réalité, derrière cette tétanie politique sur les questions militaires, c'est l'absence de tout projet de société émancipateur qui se révèle.

La réflexion à laquelle nous voulons contribuer vise essentiellement à aider à une réappropriation des problèmes de défense



par l'ensemble des citoyens et des citoyennes. Cette démarche s'inscrit dans une volonté d'élaboration d'une problématique de défense alternative nécessaire à tout projet de transformation de cette société. Nous devrions dire ces sociétés, celles de l'Ouest comme celles de l'Est, où les armées ont pour point de mire les populations des autre pays mais aussi celles de leur propre pays. La chute du Mur, la détente internationale imposent une réflexion audacieuse sur le rôle et les moyens de la défense.

Il nous faut répondre à la question suivante : défendre quoi, comment et contre qui ? Par divers cheminements, c'est aussi vers une réflexion autour de cette interrogation que nous voulons aller. En interrogeant l'histoire, en interrogeant les débats et les mises en œuvre, en scrutant ce que la technologie et les bouleversements sociaux induisent en termes d'organisations.

«Quelle armée nous faut-il ?» s'interroge en pleine Pérestroïka un lieutenant-colonel soviétique. Cette question est posée depuis longtemps, notamment par de nombreux cadres militaires. Déjà en 1975, le Capitaine Guy Brossolet, publiait son essai sur la non bataille. Quelques années plus tard, Horst Afheldt s'en inspirait pour l'élaboration d'une défense non suicidaire en Europe, produit d'un travail collectif mené entre autre avec des officiers de la Bundeswehr.

Chacun à sa manière arrive à la conclusion que les systèmes de défense nucléarisés, organisés autour d'une armée permanente et centralisée, sont dangereux et inadaptés au monde de cette fin de siècle. Chacun à sa manière rejoint les autres dans la proposition d'un système intégré dans la population, décentralisé, démocratique, dé-hiérarchisé, reposant sur des structures mobiles dotées d'un armement non nucléaire performant.

Nous pouvons ne pas partager les considérants sociaux et politiques de ces réflexions. Nous pouvons même penser qu'en l'absence de transformations sociales et politiques profondes, ces

propositions ne peuvent que rester lettre morte. Mais nous ne pouvons pas négliger ces interrogations si nous espérons transformer la société car cette prétention nous oblige à nous coller avec l'Etat et son armée. Ce qui nous oblige aussi à tenter de donner corps à une pensée militaire alternative qui parte de la réalité concrète.

C'est que nous avons l'intention de faire avec la collection Point de Mire. Elle ambitionne d'être un des lieux de cette réflexion. Elle a aussi pour vocation d'être le reflet de la mémoire des générations de soldats, qui dans toutes les armées du monde et parfois sur les champs de bataille, ont combattu pour être des citoyens sous l'uniforme.

CRISES ET SURPRISES DANS L'INSTITUTION MILITAIRE

*Crises et surprises  
dans l'institution  
militaire*

**Patrick Le Tréhondat,  
Patrick Silberstein,  
Jean-Jacques Ughetto**

**membres d'Information pour les droits du soldat  
et de la Conférence européenne des organisations d'appelés**

## *Soldats citoyens*

*«La concurrence des divers Etats entre eux les oblige (...) à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté (...) Et ce moment vient dès que la masse du peuple (...) a une volonté. A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périclète de la dialectique de son propre développement». (1)*

C'est maintenant clair ! L'institution militaire, instrument suprême de l'Etat, «dernier recours de la société libérale» selon Robert Galley (2) est en crise ouverte même si certaines des formes de cette crise sont souvent encore souterraines.

Ce qui a éclaté au grand jour à l'été 1989 - avec les lettres anonymes de la gendarmerie, les soubresauts de la Marine et les manifestations de soutien au capitaine Martin devant la Préfecture maritime de Toulon - n'est pas une simple manifestation de corporatisme. C'est une nouvelle phase de la crise récurrente qui traverse l'appareil militaire français depuis 25 ans. Crise qui s'est amorcée au cours de la défaite en Algérie avec la fracture du corps expéditionnaire (1958-1962), qui s'est poursuivie avec la modernisation gaulliste (la greffe nucléaire) au cours des années



1965-1970 et qui, couplée à d'autres contradictions, a débouché sur la grande secousse du mouvement contestataire de la jeunesse encasernée (1968-1980).

Ce que nous avons sous les yeux, et que l'aspect corporatiste ne doit pas masquer, c'est une nouvelle expression de l'inadéquation de l'appareil militaire au développement des forces productives et aux transformations de la société. La contradiction entre d'une part l'organisation de l'armée, son fonctionnement, son mode de recrutement, ses méthodes de commandement, ses missions et d'autre part le développement des technologies nouvelles, l'élévation du niveau des connaissances et l'aspiration générale à la démocratie devient de plus en plus difficile à gérer par le système. Et ce, d'autant plus que la course aux armements lourds et nucléaires, ne permet plus une gestion des personnels qui par la grâce des avantages matériels et sociaux pouvaient fermer les bouches.

Depuis la greffe nucléaire de 1960, la part budgétaire affectée aux dépenses de personnels n'a cessé de décroître pour, tout le monde l'aura noté, devenir récemment inférieure à celle affectée aux équipements. Les ingrédients du mécontentement et de son expression collective sont réunis : servitudes, bas salaires, interrogations sur les missions, conditions de travail épouvantables, fonctionnarisation latente et inéluctable, mauvaise image sociale.

Les systèmes nouveaux d'armes, les transformations du matériel humain exigent une autre conception de la chose militaire. Les conditions objectives d'une autre organisation militaire sont réunies mais les sphères dirigeantes semblent incapables de penser et d'enclencher les transformations nécessaires. Les sciences appliquées ont modifié les conditions du combat. La composition générale des armées, c'est à dire la répartition entre les différents corps, a subi ces trois dernières décennies des transformations accélérées donnant un poids plus grand aux techniciens

et aux spécialistes au détriment des baroudeurs. Le niveau général des connaissances s'est élevé, les compétences se sont modifiées mais le système hiérarchique hérité du XIXe siècle est resté en place. Alors que leur statut n'évoluait pas, officiers subalternes et sous-officiers ont vu leur fonction se transformer. Obéir et se faire obéir ne suffit plus. La compétence technique est devenue un critère essentiel, même si elle n'est pas encore le déterminant premier de la structure hiérarchique. Cette différenciation entre compétence technique et fonction de commandement est bien entendu tendancielle, avec des développements inégaux d'une unité à l'autre, d'une arme à l'autre, mais elle s'est accélérée de façon vertigineuse y compris dans l'armée de terre.

En termes de conscience, la conséquence de ces transformations c'est un relatif changement dans les mentalités. L'esprit de caste est battu en brèche par, selon l'expression utilisée par des sociologues militaires américains, celui de «la fonctionnarisation irréversible». La lecture de la presse des associations de sous-officiers en retraite est de ce point de vue très significative. Il y a une douzaine d'années, un sondage - non publié - du SIRPA indiquait que les principales motivations à l'engagement pour les sous-officiers étaient le chômage et le désir d'acquérir une formation professionnelle. L'attrait de l'armée et la notion de devoir venaient très loin derrière.

Dès le début des années soixante-dix, sur fond de crise sociale dont le mouvement des appelés était la pointe de l'iceberg, les corps professionnels connaissaient des soubresauts. En 1973, le Capitaine Delas s'interrogeait, avant d'être sanctionné, sur la Défense opérationnelle du territoire dont le rôle avoué était d'«éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la Nation en mai 1968» (3). Quelques semaines plus tard, le Général X notait dans son livre «le manque d'enracinement plébéien» du corps des officiers et trouvait positif que «des jeunes descendent dans la rue» pour instaurer un débat public sur la défense ; il en-



visageait même l'éventualité que «quelques capitaines en colère aillent barrer les routes avec leur compagnie» (4). Deux ans plus tard, au plus fort du mouvement syndical des appelés du contingent, quelques trois cents polytechniciens manifestaient pour diverses revendications, l'Amiral Sanguinetti était sanctionné, des sergents rejoignaient les comités de soldats, le Sergent Quinard désertait l'Armée de l'air et entamait un tour de France pour faire connaître les problèmes des sous-officiers sous contrat.

Il y a dix ou quinze ans, les militaires de carrière qualifiés pouvaient beaucoup plus aisément qu'aujourd'hui trouver en fin de contrat un emploi dans l'industrie. Aujourd'hui, le chômage les maintient, aigris et mécontents, au sein d'une institution qui les contraint au silence et leur apporte peu de satisfaction sur le pan économique ou professionnel. De plus en plus *civilisés*, ces militaires vivent une véritable tentation syndicale. Déjà en 1976 la très officielle revue Armée d'Aujourd'hui publiait des tribunes sous ce titre.

Ajoutons à cela que l'immense majorité des colonels est nommée parmi les officiers sortant des grandes écoles (Saint Cyr-Coëtquidan, Navale) alors que la plupart des officiers sont issus du corps des sous-officiers. Les premiers forment ainsi le socle d'une caste militaire dénoncée par toutes les lettres anonymes. L'esprit anti-hiérarchique qui a animé la grogne de l'été 1989 constitue certainement l'aspect le plus fort de ce mouvement.

Déjà en 1961, Pierre Naville donnait une grille de lecture prémonitoire de la dialectique armée-nation. Il notait que «si l'armée a étendu son emprise sur la nation tout entière, sa structure tend à refléter le pays d'aujourd'hui beaucoup plus étroitement que ce n'était le cas il y a vingt ou trente ans, et par conséquent aussi tous les mouvements qui se produisent dans le pays, les conflits tendent à trouver leur reflet dans l'armée» (5).

## *Mutations techniques, sociales et conditions historiques*

Dans divers écrits consacrés aux questions de la guerre, Friedrich Engels souligne à l'étroite dépendance entre l'organisation des armées, la conduite de la guerre et l'état de développement des sociétés humaines. Il rend compte aussi de la contradiction entre cette dépendance objective et la réalité. Il rapporte ainsi qu'au cours de la guerre franco-prussienne de 1870 et alors que pour la première fois dans l'histoire deux armées s'opposaient avec des fusils à chargement par la culasse à cadence de tir rapide, les formations de combat utilisées étaient celles des guerres napoléoniennes. Il arriva donc ce qui devait arrivé. Spontanément, sous le feu, les fantassins se sont adaptés à ces nouvelles conditions du combat que les Etats-Majors n'avaient pas su prévoir.

L'histoire des sociétés humaines est aussi celle de leurs recours aux armes pour résoudre leurs conflits internes et externes. La lecture attentive de l'histoire nous permet de décrypter et de comprendre certaines des réalités et des contradictions d'aujourd'hui. Pour ce faire, il nous paraît utile de survoler quelques uns de ces aspects très largement développés, il y a maintenant une trentaine d'années, par Jean Péré, dans son livre, *La Guerre et ses mutations* (6).

Après la victoire du fer sur le bronze, l'organisation et la cohésion sociales des cités helléniques puis celles de l'Empire romain ont eu raison des barbares. Bien plus tard, au VIII<sup>e</sup> siècle, la généralisation du fer à cheval et de la selle à étriers faisait de la cavalerie l'arme puissante qu'elle allait rester pendant des siècles. La cavalerie supplante l'infanterie, assoit le pouvoir féodal avant de rester clouer au sol par les flèches anglaises dès le début du XV<sup>e</sup> siècle.

En détruisant les murailles, l'artillerie - outil de la centralisation monarchique - entrera peu après dans le concert des armes. Engels, toujours lui, insiste sur le fait que ce n'est que très lentement que la composition des armées et la tactique se transforment sous les conséquences de la modification des techniques. Mais, ce qu'il paraît indispensable de souligner ici, c'est que dans le domaine militaire, comme dans bien d'autres, les transformations et les progrès ne doivent pas être conçus comme linéairement successifs. Au contraire, à la même époque, dans une société donnée, co-existent des formes d'organisations militaires différentes qui, dans l'absolu, correspondent à des âges différents. Cette coexistence - sauf accélération par la guerre ou la révolution - peut s'étaler sur des décennies voire des siècles.

«C'est une loi, écrit Jean Péré, que dans les entreprises humaines, les choses durent plus longtemps que leur raison d'être» (7). Il importe donc de préciser et d'illustrer ce décalage constant entre la maturité des conditions objectives nouvelles et leur transcription organique.

Ainsi, dans sa guerre contre ses colonies américaines insurgées, la Couronne britannique, première puissance économique et navale mondiale de l'époque, se révéla incapable de rompre avec un système militaire basé sur le mercenariat, la coercition et des formations de combat obsolètes (la ligne) alors qu'elle affrontait une armée de volontaires équipés de carabines à tirs précis, évoluant en tirailleurs, utilisant le terrain... et composée



d'hommes conscients combattant pour les libertés collectives. Même menacé de défaite, l'ancien n'a pu se transformer et a péri devant le Nouveau monde !

Les transformations technologiques trouvaient pourtant leurs applications militaires dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le fusil à crosse oblique permettant le tir précis et le retranchement se généralise à partir de 1777. Il restera en service jusqu'en 1840. Ce fusil qui équipe les armées royales permet l'abandon de la formation en lignes, très difficile et lente à manœuvrer, et son remplacement par la formation en colonnes plus maniable et plus rapide. L'artillerie standardisée dite de Gribeauval est introduite en 1763 et restera en fonction jusqu'en 1853 ; elle permet alors l'organisation en unités complètes assimilables à des divisions. La topographie, la cartographie, le réseau routier connaissent un essor fulgurant dès le règne de Louis XV.

En réalité, l'Ancien régime disposait pratiquement des moyens techniques des guerres napoléoniennes. Mieux, il a parfois expérimenté en termes de tactique et de composition ce que la France révolutionnaire allait mettre en oeuvre. La colonne, associée à des formations de tirailleurs, a été utilisée dès 1759 et en 1788, une Ordonnance précisera les modalités de passage de la ligne à la colonne. Dès 1750 l'infanterie équipée de fusils à baïonnette devient l'arme prépondérante, supplantant ainsi la cavalerie qui l'avait elle même supplantée quelques siècles auparavant. Signe des temps, le prix de revient d'un fusil est divisé par trois de l'époque de Mazarin à celle de Louis XV. Le nombre d'hommes engagés dans les campagnes croît considérablement et à ce niveau, l'engagement et le recrutement forcé ne suffisent plus. Une forme embryonnaire d'obligation militaire voit le jour pendant les guerres de Sept ans et de Succession d'Autriche. De plus en plus d'officiers sont alors issus du rang mais la réaction nobiliaire mettra fin à ce processus.

C'est la Révolution de France, elle aussi avec un certain temps de latence, qui allait s'emparer des bases matérielles existantes. A cette époque, les fusils sont à un seul coup, la puissance de feu est donc directement liée au nombre d'hommes disposant d'un fusil. C'est l'époque des concentrations massives de troupes. Aussi, s'appuyant sur la levée en masse, sur l'esprit révolutionnaire qui allait porter aux frontières des centaines de milliers de volontaires, la grande Révolution devait bouleverser la composition des armées et la conduite de la guerre. La colonne, la conscription, la levée en masse, la démocratie aux armées triomphaient - pour un temps - et mettaient à bas le vieux système sur les champs de bataille. C'est d'ailleurs la réaction napoléonienne issue du corps même de la révolution qui allait perfectionner et codifier ces transformations.

Les conditions sociales et techniques des guerres ont donc été bouleversées par la révolution. A la suite de quoi rien de fondamentalement nouveau n'apparaîtra sur les champs de bataille jusqu'à la deuxième moitié du XIXe siècle, jusqu'à l'apparition des armes à répétition. La révolution industrielle introduit l'acier, les explosifs artificiels, les transports, les communications. La guerre civile américaine (1861-1865) commencera à donner un nouveau visage à la guerre en introduisant le chemin de fer dans le mouvement stratégique, le télégraphe dans les communications, la ligne de tirailleurs, en marginalisant encore plus la cavalerie.

Et pourtant, et c'est ce qui fera ironiser Engels, cinq années plus tard, les troupes de Badinguet et du Kaiser seront menées au combat par des Etats-Majors qui font la guerre avec des formations de combat conçues en 1784 !

Quand la grande boucherie de 1914 éclate, elle commence comme une guerre du XIXe siècle. Rappelons-nous qu'en août 1914, nos grands-pères sont montés au front avec des pantalons

rouges et coiffés de képis. Et pourtant ! Le fusil Lebel qui tire avec précision douze coups à la minute à 800 mètres de distance a été mis en service en 1886 ; la mitrailleuse tire quant à elle, quatre cents coups à la minute. Le canon de 75 est apparu dans les unités d'artillerie en 1893 et tire quatre cents obus par jour à six kilomètres. Les puissances de feu respectives obligeront les belligérants à s'enterrer dans la boue des tranchées.

Au moment où explose la poudrière balkane, l'automobile a vingt ans d'âge, les charges de cavalerie étant, elles, condamnées par l'histoire depuis au moins cinquante années. L'armée française ne dispose en 1914 que de six mille véhicules à moteur et doit réquisitionner des taxis. Elle possèdera quarante trois mille engins motorisés en 1918. Et le corps de bataille allié alignera 15000 chars de combat contre 600 pour les Puissances centrales. «L'ère du moteur redonnait naissance à la manœuvre» (8) et entraînait, avec retard, une recomposition des armées: la cavalerie montée voit ses effectifs se réduire à 4%, l'infanterie passe de 72% à 50,5%, tandis que se renforce l'artillerie (les chars sont classés dans l'artillerie d'assaut) et qu'apparaît l'aviation.

Tirant les leçons de la dernière phase du premier conflit mondial, deux officiers, l'un allemand, le Général Guderian et l'autre français, le Colonel de Gaulle se font les théoriciens de l'arme blindée. Ils préconisent la constitution des grandes unités mécanisées blindées, à l'époque pratiquement invulnérables et capables de franchir des dizaines de kilomètres chaque jour. En 1939, l'armée française, la plus grande armée du monde, dispose de quasiment autant de chars que l'armée du Reich mais ils sont dispersés, non intégrés dans les conceptions réactionnaires de l'Etat-Major. En 1937, le manuel de la Cavalerie mécanisée britannique renvoyait avec quelques modifications à la lecture du manuel en usage dans la cavalerie montée lequel détaillait le maniement du sabre et de la lance... Le résultat est connu !

Dès 1942 apparaîtront des armes anti-chars rudimentaires qui



se perfectionneront de décennie en décennie pour aboutir aux systèmes anti-chars guidés qui ont rendu obsolètes les formations blindées. Nouvelle illustration s'il en fallait de la dialectique de la lance et de la cuirasse qu'Engels décrivait dès 1880 en rapportant que la course aux vaisseaux cuirassés avait buté sur l'introduction de la torpille.

Assurés de leur supériorité militaire, les généraux israéliens de 1973 oubliaient cette donnée et laissaient dans le désert du Sinaï des dizaines et des dizaines de chars, détruits par des missiles légers. Pour la troisième génération de missiles sol-sol, le général Buis indique 95 à 98% de coups au but sur les fronts du Golan, du Sinaï, du Kouzistan, de Schott-el-Arab. Le lance-missile Milan qui peut être installé sur n'importe quel véhicule ne pèse que seize kilos et ne rate pratiquement jamais sa cible à une distance allant de 75 à 2000 mètres... Dans la dernière décennie, l'introduction des engins d'artillerie de haute précision (les missiles intelligents) ont fini de rendre caduques les concentrations de blindés et la disposition traditionnelle du corps de bataille issue de la seconde guerre mondiale (9). Bien entendu le char reste l'arme par excellence de contrôle des villes et de guerre civile. Et contrairement aux assertions de certains, les chars soviétiques n'ont jamais eu d'autres fonctions que celle-là et n'ont jamais constitué une menace pour l'Europe occidentale suréquipée en armes anti-chars. L'Amiral Sanguinetti quant à lui, notait que l'introduction il y a quelques années des blindés AMX 10 ne répondait en France qu'aux seuls besoins de la mise en œuvre d'une armée de guerre civile.

Le blindé est obsolète, l'artillerie classique est condamnée, l'infanterie en tant que telle ne peut rien. Ce qui fait la force aujourd'hui, c'est la mobilité, la dispersion, la puissance et la précision du feu, l'adhésion du combattant à sa mission, son intégration, comme un poisson dans l'eau, dans son milieu.

Le Commandant Brossollet imagine en 1975 une *non-bataille* (10). En restant dans l'hypothèse d'un affrontement avec le Pacte de Varsovie, il critique la disposition du corps de bataille (800 chars, 300 avions, 150 armes nucléaires tactiques, 170.000 hommes et 7 milliards de francs 1973) qui lui apparaît inepte stratégiquement. Il décrit un module de combat tenant compte de la nouvelle donne technologique : 15 hommes avec 5 véhicules équipés de missiles de type Milan et d'armes légères (mines, mortiers). Cette unité couvre un secteur de 20 km<sup>2</sup> et jouit d'une pleine autonomie articulée. «Notre projet, écrit-il, tend à systématiser un mode de combat fractionnaire fondé sur l'existence de cellules indépendantes, affectées à des tâches spécifiques et définies à l'avance, déliées des règles paralysantes de l'unité de temps, de lieu et d'action qui définissent la manœuvre classique. A la victoire globale, impossible à obtenir, étant donné l'inégalité des forces en présence, la non-bataille substitue la possibilité, pour chaque module d'emporter la victoire partielle».

Evidemment, ce dispositif défensif suppose un abandon des vieilles conceptions et des structures issues d'une autre époque. Elle réclame aussi une transformation des relations pyramidales de commandement, une réduction drastique des échelons hiérarchiques : «Sans doute ces intermédiaires étaient-ils indispensables à une époque où la difficulté et la lenteur des liaisons obligeaient le chef suprême à consentir à ses subordonnées une importante marge d'initiative pour faire face aux situations imprévues ou urgentes. Mais aujourd'hui les moyens radios rendent caduques dans bien des cas les délégations de pouvoir à des échelons intermédiaires».

Mais la *non-bataille* ne peut se concevoir que sur la base d'une refonte totale de l'armée, de ses missions, de ses relations avec la population puisqu'elle doit s'y fondre. Mais comment s'y prendre quand l'ennemi intérieur est partout présent. Sans entrer dans le détail de l'analyse, rappelons que la doctrine française



reconnaît jusqu'à maintenant, plus ou moins explicitement, trois adversaires : le premier à l'est (Pacte de Varsovie), le second au sud (Méditerranée, Afrique) et le dernier, complice du premier, à l'intérieur (la subversion). Face à ces trois dangers, l'Etat s'est évertué d'abord avec les Ordonnances de 1959 puis à partir de 1974, avec l'articulation Défense opérationnelle du territoire - Force nucléaire stratégique - Force d'intervention, à organiser les armées en conséquence.

C'est l'impensable démocratisation, l'impossible fusion intime de l'armée avec la Nation ! Il faudrait rompre avec la doctrine, définir d'autres missions, faire des militaires des citoyens. Alors, pareillement à l'Ancien régime qui, sans pouvoir modifier ses conceptions, disposait des moyens que la Révolution de 1789-1794 allait mettre en œuvre, l'armée française introduit par touches successives des formations nouvelles couplant par exemple hélicoptères et véhicules anti-chars mais les systèmes nouveaux sont intégrés aux structures anciennes et leur sont de toute façon subordonnés. L'institution s'essaie même à des réformes qui l'effraient avant même d'avoir été pensées.

Quelques années après, l'essai de Guy Brossollet inspirera l'élaboration d'un système de défense alternative, connu sous le terme de *techno-guérilla*. Elaboré en République fédérale allemande avec la participation d'officiers de la Bundeswehr, il s'agit d'un véritable contre-plan, discutant y compris les coûts du modèle proposé. Cette nouvelle organisation défensive se veut un «espace imprévisible, une sorte de continuum stratégique qui use et décourage» l'adversaire grâce à un maillage du territoire par des groupes de partisans modernes où la ligne de front n'existe plus, où l'agresseur doit faire face à une multitude de pôles de résistance coordonnés entre eux par un réseau de télécommunications verticales et horizontales. Loin de militariser la société, il s'agit pour ses auteurs de «socialiser l'armée» et de

procéder à une «plus grande responsabilisation du corps social par rapport à la défense» (11).

En 1982, en pleine mobilisation contre les Pershing, une commission britannique comprenant des travaillistes, des libéraux, des syndicalistes, des membres du CND étudient un éventail de possibilités de défense alternative, non nucléaire, pour l'Angleterre (12).

Ironie de l'Histoire, c'est en 1988, à Moscou, que nous voyons, ébahis, resurgir une discussion autour de cette alternative de défense. «Quelle armée nous faut-il ?» demande le Lieutenant-Colonel Savinkine dans un article où il reprend à son compte l'expérience des années vingt où, au sortir de la guerre civile, l'Armée rouge avait été réduite de 5 millions à 560.000 hommes au profit de milices territoriales. Il propose une véritable pérestroïka militaire profonde : «en fin de compte on verra se créer une structure militaire démocratique, partie prenante de la société [où] l'armée serait composée d'une organisation de militaires de carrière (...) s'appuyant sur un vaste réseau de milices territoriales». Cette force ainsi constituée serait «capable de prévenir la guerre et de mieux riposter en cas d'agression et en jouissant de plus de sécurité qu'à l'aide de la dissuasion nucléaire» (13). Le débat sur cette question est en URSS extrêmement vif avec la remarquable qualité, peu appréciée à Paris, d'être public et d'impliquer librement aussi bien les militaires que l'ensemble des citoyens.

Là aussi la conscription est en débat et dans des termes similaires à ceux que nous connaissons ici. De son côté, la bureaucratie militaire défend le maintien sous les drapeaux des 2.620.000 appelés sans lesquels elle perdrait en partie sa raison d'être. De l'autre côté, les réformateurs préconisent une armée de métier, à plus faible effectif mais mieux entraînée, qui coûterait moins cher à la collectivité. contenu des missions de cette armée, son rôle, peu l'aborde. Pourtant, c'est bien de cela qu'il faudrait partir, pour définir ensuite l'outil approprié, car il ne s'agit pas

d'abord d'une question économique. Seuls quelques militaires, comme le Lieutenant-Colonel Savinkine, proposent une autre voie. Mais les difficultés sont nombreuses. Les conflits inter-ethniques aiguisés par la hiérarchie, l'avenir des dizaines de milliers de soldats de retour des pays satellites sans que rien ne soit prévu pour les accueillir, celui de ceux qui vont être licenciés (500.000 hommes dont 100.000 officiers) constituent autant de facteurs explosifs que la bureaucratie militaire manie avec un singulier plaisir. Ici aussi, ce que dira et proposera la société civile, entre autre au travers des organisations dites informelles, sera décisif. La défense de la liberté de parole et d'association contre les attaques de la bureaucratie militaire, un plan de reconversion professionnelle pour les militaires licenciés, un débat sur les missions de l'armée, y compris vis-à-vis des républiques non russes de l'Union constituent certainement les axes d'une politique visant à ne pas laisser maître la bureaucratie militaire des contradictions violentes qui apparaissent au grand jour dans l'Armée rouge et dont le dénouement n'est pas indifférent à l'avenir de la Pérestroïka.



## *Le mouvement des appelés : éléments d'une réponse en positif*

Tout au cours de son histoire, le mouvement d'émancipation sociale a été confronté sous une forme ou sous une autre à la question militaire. La Commune de Paris, Octobre 1917, l'Espagne de 1931 à 1939, les guerres mondiales, la Résistance, le Chili (1970-1973), la Pologne (1981) ne sont que des exemples parmi d'autres.

C'est pourquoi, il ne faut pas confondre l'objectif et la réalité. Si nous développons un programme de paix, si nous luttons pour un système social nouveau qui verraient disparaître la séparation de l'armée du corps social, nous devons nous intéresser de très près, de l'extérieur comme de l'intérieur, aux problèmes militaires et aux contradictions sociales qui s'exercent au sein des forces armées. L'armée est à la fois instrument des luttes de classes (répression, guerre, pouvoir économique) et objet de cette lutte. C'est par conséquent un enjeu essentiel et incontournable.

Bien entendu, et nous avons essayé de le montrer, les conditions de la *conquête de l'armée* - qui sont les conditions contemporaines des luttes sociales - se sont modifiées depuis que la III<sup>e</sup> Internationale a statué sur la question dans la quatrième de ses vingt et une conditions d'adhésion : «le devoir de propager les

idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement» (14). Nous ne pouvons pas revenir ici sur les débats et les pratiques contradictoires qui ont traversé le mouvement communiste sur cette question, mais d'évidence la quatrième condition était, dès cette époque, très insuffisante pour servir un tant soit peu de guide pour l'action et être autre chose qu'un principe.

Les conditions objectives d'un mouvement de masse permanent, sur des bases syndicales sont apparues dans les armées au cours des années soixante. Et si bien entendu l'existence de ce mouvement syndical au sein des forces armées n'en transforme pas la nature de classe, elle peut en altérer fortement le caractère dangereux en instituant en leur sein un contre-pouvoir.

Dès la fin des années soixante, la jeunesse européenne remet en cause le système militaire en luttant pour imposer l'exercice des libertés démocratiques et pour transformer les conditions d'exercice du service militaire. En 1966 aux Pays-Bas, vingt-trois appelés du contingent fondent un syndicat, le VVDM, qui regroupera très rapidement 2500 membres pour atteindre en quelques années environ vingt mille adhérents. 30% des appelés d'une classe d'âge sont membres du VVDM et après vingt ans d'existence on peut estimer que le syndicat a eu un total de 500.000 adhérents environ pour une population de 14.000.000 d'habitants. En réalité, 75% des appelés néerlandais sont syndiqués puisqu'il existe un deuxième syndicat, très modéré. C'est dire la prégnance de ce phénomène dans la société néerlandaise. Après 23 années d'existence, le VVDM vient d'adhérer à la centrale ouvrière FNV, ce qui signifie une profonde transformation du mode d'appréhension du mouvement syndical traditionnel face aux mouvements sociaux nouveaux.



Plus au nord, dans les pays scandinaves, dès le début des années soixante-dix, sous la pression du mouvement de la jeunesse, les gouvernements suédois et danois légaliseront l'élection de délégués de soldats et mettront fin aux archaïsmes les plus voyants.

Loin de canaliser et d'affaiblir le mouvement des appelés, comme l'espéraient les législateurs, cette légalisation lui permettait de se développer, de se stabiliser et de s'ériger en partenaire social à part entière. Récupération diront certains, enrichissement et recomposition du mouvement social général selon nous. Certains observateurs qui restent aveugles à la dynamique objective du syndicalisme militaire se contentent d'observer un cliché instantané ; ils constatent que les forces armées de ces pays existent encore et que leur nature de classe n'a pas changé (15). Ils oublient que la situation sociale et matérielle des soldats néerlandais s'est améliorée (multiplication par dix de la solde entre 1966 et 1980, abolition du salut, de la coupe de cheveux, régulation des horaires de service, désencasement relatif, compensation salariale pour les heures supplémentaires, liberté de manifestation etc.). Ils oublient, ce qui est fondamental, que les conscrits néerlandais disposent d'une conscience collective, d'une organisation syndicale de masse.

Le Général Haig, alors Commandant en chef de l'OTAN, jugeait l'armée néerlandaise fiable pendant les manœuvres mais au rôle incertain en cas de crise sociale majeure. De leur côté, les fonctionnaires des services spécialisés de Sa Gracieuse Majesté écrivaient dans un rapport confidentiel : «il est évident que le VVDM constitue une menace pour la cohésion de l'armée hollandaise (...) ; elle ne saurait être utilisée pour réprimer un soulèvement civil ni pour faire fonctionner les principaux services nationaux lors de grèves. Les officiers hollandais admettent volontiers qu'il leur faudrait négocier avec leurs hommes toute

transformation du rôle opérationnel de l'armée. Aucun doute l'armée pourrait être neutralisée dans une quelconque situation dont les implications déplairaient au VVDM. La décision de ce qui est ou n'est pas acceptable n'appartient plus désormais au commandement mais au VVDM qui définit les termes de l'application de la discipline». Il y a là bien sûr une part de dramatisation dont l'objectif est évident mais il n'en reste pas moins vrai que le contre-pouvoir VVDM joue un rôle considérable non seulement dans la défense des intérêts matériels et moraux des appelés mais aussi au cours de mobilisations où le syndicat appelle les soldats à refuser d'assurer la garde des sites de missiles Pershing. Notons à ce sujet que des associations d'officiers et de sous-officiers, souvent d'origine confessionnelle, objectant l'arme nucléaire, se sont elles-aussi jetées dans cette bataille et que 70% des gradés néerlandais appartiennent à diverses organisations syndicales.

De même, au Danemark, l'affiliation récente du syndicat de sous-officiers HKKF à la centrale syndicale LO ne peut nous laisser indifférents. Elle inaugure un mode de relation organique moderne entre le mouvement ouvrier et les travailleurs en uniforme, qui modifie profondément la maniabilité de ces «détachements spéciaux d'hommes armés» (16) puisque ceux-ci sont de moins en moins *détachés* de la société et que leur *spécificité* est modifiée par l'exercice de la citoyenneté.

Nous ne pouvons ici décrire les richesses - et les limitations - du mouvement des soldats au cours des deux dernières décennies en Europe. Nous nous contenterons d'évoquer cette vague contestatrice qui se répand aussi en Angleterre (armée de métier), en Suisse, en Italie, en Autriche, en Grèce, au Portugal (où les capitaines mettent à bas le régime de Caetano et inspirent les professionnels de nombreux pays), en RFA, en Finlande, et bien entendu en France. En 1975, l'Union démocratique des soldats (UDS) articule en Espagne syndicalisme et lutte antifasciste ;



elle organise, pour obtenir le rétablissement des quartiers libres, un boycott du dessert qui sera suivi par 50% des appelés et, dans le même temps, publie une liste d'officiers golpistes. Il ne faut pas non plus oublier le riche mouvement des soldats américain, méconnu en Europe et qui reste un vaste terrain de recherche en friche.

D'ouest en est la vague démocratique fera le tour de l'Europe pour atteindre Moscou où le 22 octobre 1989, 400 militaires soviétiques ont fondé l'Union pour la défense des intérêts des militaires, des réservistes et de leur famille (le Bouclier). Les délégués militaires au Congrès de fondation ont adopté une charte et ont reçu le soutien du Groupe inter-régional du Parlement conduit par Boris Elstine et Andréï Sakharov auquel s'est joint l'appui des syndicats de militaires professionnels ouest-européens et de leur coordination EUROMIL.

Ce mouvement d'ensemble qui se développe depuis près de 25 ans présente des caractéristiques particulières. Il a acquis d'emblée et simultanément un caractère international, permanent et de masse. Soit dès sa création soit après de multiples débats, il a pris une forme syndicale. Il s'est globalement maintenu, malgré la rotation des contingents et la précarité de ses structures. S'il a pu connaître des régressions voire des morts prématurées pour cause de répression féroce, d'isolement... et d'erreurs politiques, il constitue une donnée permanente car sa récurrence est structurelle.

Pour être bien compris, il doit être fondamentalement distingué des traditionnels troubles qui ont agité les armées dans les périodes historiques précédentes. Ces troubles, ces mobilisations étaient le fruit de circonstances précises, particulières, conjoncturelles, génératrices de mécontentement ou de révoltes. Pour mémoire, pour leur rendre hommage et pour illustrer l'aspect incontournable de la question de l'armée pour qui veut agir sur le monde, nous mentionnerons : la désobéissance du 17<sup>e</sup> de ligne



mettant crosse en l'air devant les vigneron en 1907, les mutineries de 1917 dans les tranchées françaises et dans la Kriegsmarine, la mutinerie des marins de la Mer noire, les désertions massives dans l'armée italienne en 1917, la mutinerie de la marine chilienne, le Parlement des soldats de la VIII<sup>e</sup> armée britannique au Caire en 1942 (17), les insubordinations dans le corps expéditionnaire américain en 1946, les mouvements parmi les rappelés en Algérie, sans oublier les soviets et conseils de soldats des révolutions russes et allemandes qui, quant à eux, s'apparentent au formidable développement du mouvement des masses en période révolutionnaire. Cette simple énumération souligne les différences avec les mouvements contemporains produits des transformations de la société. C'est pourquoi, la confusion classique des genres sous l'appellation commune d'*antimilitarisme révolutionnaire* (18) ne nous paraît pas convenir.

Il convient ici de tracer les grandes lignes de la problématique générale du mouvement des appelés des années soixante-dix (19). C'est Mai 68 qui allait ouvrir l'ère des soubresauts parmi les appelés du contingent. De Gaulle à Baden Baden, la suppression des permissions, les rumeurs autour des événements, tout concourt à ce que certains secteurs du contingent, très minoritaires, se mettent en mouvement. Il n'est sans doute pas inutile de citer l'appel du 15<sup>e</sup> RIMECA de Mültzig (mai 1968) qui nous paraît inaugurer les conceptions modernes de la problématique syndicale au sein de l'armée en actualisant les traditions anciennes : « On te donne un fusil, prends-le ! Nous faisons nôtre ce mot d'ordre car nous pensons qu'une société authentiquement démocratique n'a pas besoin de corps spéciaux armés. Le droit égal pour tous à être instruit dans l'armement et les techniques de combat (...) L'instruction des armes extrêmement rudimentaire donnée au contingent exprime la volonté selon laquelle les couches populaires ne seraient que des troupes de manœuvre dociles dans un conflit éventuel (...) Les rapports hiérarchiques et

les pressions ultra autoritaires auxquels sont soumis les appelés perpétuent les méthodes actuelles d'enseignement et tous les interdits contre lesquels la jeunesse commence à lutter (...) L'instruction militaire est un droit égal pour tous. L'instruction militaire et l'éducation sexuelle doivent être intégrées administrativement, géographiquement, chronologiquement, dès le plus jeune âge à l'ensemble de l'éducation nationale et régies selon les mêmes principes actuellement revendiqués par les étudiants et les lycéens: dialogue et cogestion. Service militaire à huit mois avec instruction militaire effective; liberté d'organisation politique et syndicale; réforme pédagogique, basée sur le dialogue, de l'instruction militaire; cogestion de toutes les activités militaires avec les instructeurs».

Aux exceptions notables de l'affaire Devaux-Trouilleux (1970) et des cas de désobéissance lors de l'utilisation de l'armée pendant la grève de la RATP en 1971, ce n'est qu'à partir de 1973, l'année du printemps des lycéens contre la loi Debré et celle de l'automne sanglant chilien qui voit l'armée la plus constitutionnelle d'Amérique latine écraser l'Unité populaire, que les contradictions accumulées s'expriment. Dès le mois de décembre les premiers comités de soldats se forment (1er GCM à Reims et 503e RCC à Mourmelon).

Au cours de la campagne présidentielle de 1974, l'Appel des 100 qui revendique notamment le libre choix de la date et du lieu d'incorporation, la solde au SMIC, la liberté de résiliation des contrats pour les engagés et les libertés démocratiques, recueillera plusieurs milliers de signatures. En septembre, la contestation franchit un formidable pas avec le refus d'obéissance collectif du 22e BCA de Nice (où 142 appelés sur 600 avaient signé l'Appel des 100) et l'extraordinaire manifestation du 19e RA à Draguignan où plus de 200 soldats en uniforme manifestent dans la caserne à la Préfecture. C'est «la chienlit» (Le Parisien libéré), «la gangrène» (L'Aurore), la répression, un



procès qui verra... Charles Hernu témoigner au Tribunal permanent des forces armées en faveur des droits démocratiques !

L'année 1974 sera aussi celle d'une expérimentation originale de la part du pouvoir qui teste la prise de contrôle des services publics en grève par l'armée lors de conflits durs : aiguilleurs du ciel (mars), postiers (octobre), éboueurs (décembre). Contingent et spécialistes militaires sont utilisés pour briser les grèves et pour tester aussi bien les capacités des armées à suppléer la défection des travailleurs que celles des organisations ouvrières à riposter. C'était la première concrétisation de la doctrine de guerre civile qui tirait les leçons de Mai 68. En recherchant le soutien des syndicats quelque peu déroutés par la tactique du pouvoir, le mouvement des soldats jouait les grains de sable: les boîtes de vitesse des camions bennes se brisent, les sacs postaux s'éventrent et s'égarant, les arrêts pipi se multiplient, les poubelles se renversent. Il a fallu mobiliser la gendarmerie pour es-corter les bennes à ordures.

Un profond débat d'orientation traverse à cette époque le mouvement des soldats. Schématiquement et pour ne pas entrer dans le détail de la polémique, il oppose les partisans de l'antimilitarisme révolutionnaire qui calquent leur orientation sur celle du PCF des années vingt à ceux qui, se basant sur l'analyse des contradictions et des réalités nouvelles, proposent le dépassement de ces conceptions héritées d'une autre époque et la mise en œuvre d'une orientation et d'une pratique syndicales.

En 1975, plusieurs manifestations de soldats auront encore lieu, à Verdun, à Karlsruhe. Puis, en décembre une nouvelle secousse traverse le paysage social. A Besançon, le comité de soldats du 19e Régiment de Génie se transforme en section syndicale avec l'appui de l'Union locale CFDT et d'Information pour les droits du soldat, suivi de près par celui du 403e RA de Chaumont. L'exemple était donné, le débat sur le syndicalisme militaire se répand comme une traînée de poudre dans les casernes,



parmi les appelés évidemment mais aussi parmi les cadres. Ce débat se répercute bien entendu dans le monde civil, dans le mouvement syndical au premier chef. Edmond Maire est poussé à se prononcer pour l'instauration «au plus vite» de syndicats dans les armées, la CGT évoque les difficultés de l'entreprise sans pour autant la rejeter ouvertement. Quant à Jean Maranne (PCF), il voit derrière cette formidable convulsion politique, une «diversion à la crise», un «piège pour les forces démocratiques», un «complot contre l'armée» fomenté par le patronat, le pouvoir et les fascistes qui n'échoua que «grâce au comportement responsable des communistes, artisans de la riposte unie, sans compromission avec l'antimilitarisme» (20). Le divorce du PCF avec la jeunesse franchissait un nouveau cap.

De plus en plus inquiet devant la multiplication de comités de soldats approfondissant leurs liens aux formations syndicales et leur orientation syndicale propre, le gouvernement de l'époque (Giscard-Chirac) s'est lancé dans une offensive répressive d'envergure, décidé à briser le mouvement et à l'isoler. Malgré des dizaines et des dizaines d'arrestations, malgré la mise en branle de la Cour de sûreté de l'Etat, malgré les anathèmes de certains, rien n'y fit. Le mouvement continua à vivre et à se développer, à participer aux défilés du 1er mai, à se coordonner régionalement et à prendre de nombreuses initiatives.

Dès 1977, la contradiction entre pratiques syndicales et clandestinité devenant de plus en plus paralysante, une amorce de sortie de la clandestinité se fait jour, non sans difficulté compte tenu de l'omniprésence de la répression. En 1979, la première Conférence européenne des organisations syndicalistes d'appelés d'Europe (ECCO), réunie à Malmö en Suède, déclare les soldats «citoyens en uniforme». Depuis, pas à pas, malgré les divergences et les différences, les organisations d'ECCO ont élaboré une conception commune et un programme, pratiqué la

solidarité et l'entraide, et se sont associées aux mouvements de paix et aux organisations ouvrières. Nouvelle situation internationale aidant, à l'occasion d'ECCO XII en juillet 1989, des appelés soviétiques étaient présents.

La richesse de ce mouvement est difficile à saisir de l'extérieur si on ne se réfère pas aux témoignages et aux archives écrites. Nous allons donc faire référence à quelques uns de ces documents oraux ou écrits (21).

Il ne suffit plus, à partir d'un moment, de témoigner et de dénoncer les conditions de vie des citoyens de seconde zone et du sort que leur réserve la Grande Muette. Il faut dès lors se saisir des revendications et des problèmes immédiats, concrets pour impulser des luttes permettant des mobilisations et des victoires ponctuelles. Gagner même ce qui apparaît dérisoire, gagner même temporairement, rend fort !

La Coordination Rhône-Alpes des comités de soldats se prononce en 1977 pour «le contrôle des soldats» sur la sécurité, sur les conditions d'hygiène, sur la gestion du régiment (livres de compte, stocks d'essence etc.), sur les conditions de vie et de travail, sur les missions, sur la formation militaire et la discipline, elle exige l'«élection de délégués disposant d'heures de délégation». Ce n'est pas une nouvelle exigence propagandiste, c'est un guide pour l'action. A Montbéliard, après avoir organisé la démission collective des représentants désignés par le Chef de corps, les membres des comités et leurs amis qui hésitaient à entrer dans une structure clandestine investissent les commissions participatives fan-toches et les utilisent au profit de la collectivité. A Angers, les représentants désignés se déclarent incompétents en l'absence de possibilité de consultation collective préalable de leurs camarades de chambrée ; ils arrachent ainsi le droit de se réunir. A Paris, les syndicalistes en kaki rédigent un contre plan de répartition des services qu'ils opposent à celui du commandement qui leur donnera satisfaction ; dans le même

temps, le journal du comité clandestin dressait l'inventaire des inégalités du service. A La Valbonne, les représentants obtiennent le droit d'inspecter les cuisines et de faire leur rapport à l'appel. A Tours, dans un régiment de transports (Ecole d'application du train), après la rédaction d'une convention collective par le comité clandestin, des appelés se déclarent eux-mêmes responsables de l'entretien de leurs véhicules et refusent de conduire au delà d'un certain temps de travail. Au Mans, les prix pratiqués étant prohibitifs, le boycott du foyer est décidé et des foyers parallèles se mettent en place dans les chambrées tandis que la gestion du foyer est revendiquée. A Nantes, les draps sont descendus dans la cour pour exiger le respect d'une hygiène élémentaire. A Paris, des appelés fondent une association régie par la loi de 1901 et développent une politique d'entraide et de solidarité.

Ces pratiques syndicales qui ont vertébré le mouvement des appelés sont légion et nous ne pouvons ici en faire l'inventaire. Elles constituent à la fois un patrimoine stratégique irremplaçable et un témoignage de l'extraordinaire combativité et ingéniosité des syndicalistes en kaki.

A la place de ces luttes ont pris place aujourd'hui dans les casernes d'autres formes de conflits qui restent éclatés, isolés. Comment imaginer en effet que les antagonismes aient pu cesser, par une sorte de magie sociale, pour cause d'absence de mouvement organisé, et ce au moment où émerge la contestation démocratique des sous-officiers. Les conflits d'aujourd'hui sont pour le moment insaisissables hors les murs des casernes. Cette situation est à la mesure de l'atonie sociale du moment mais aussi le fruit des échecs du mouvement des soldats.

Issus d'une société civile en ébullition, les jeunes du contingent ont naturellement devancé les sous-officiers et les officiers subalternes dans la contestation d'une institution répressive et en



retard sur son temps. Leur mouvement est riche d'une aspiration à la dignité et à la citoyenneté qui est aujourd'hui partagée par des milliers de professionnels.

Pour de nombreuses raisons que nous n'envisagerons pas ici, le mouvement des appelés n'a pas pu, en France, se structurer de façon permanente. Cependant le cheminement de la crise de l'institution ne s'est pas arrêté car ses causes en sont profondes. Et il va sans dire que l'issue de cette crise est une gageure pour nous.

Les technologies nouvelles et les conditions sociales imposent des transformations radicales que le système social en place et son personnel politique sont incapables de mener à bien en dehors bien entendu des nécessités nouvelles qui seraient secrétées par une guerre.

Le besoin d'une *armée nouvelle* se fait sentir. Les silences de la gauche sur ces questions sont au premier chef responsables du fait que seul le jeu naturel des contradictions met les personnels militaires en mouvement. Pourtant, une politique offensive et audacieuse, couplant introduction des droits sociaux et politiques (la citoyenneté militaire) et élaboration d'une autre politique de défense, agirait comme un formidable catalyseur de cette crise au profit d'une alternative socialiste, autogestionnaire et en définitive pacifiste.

## NOTES

- (1) Friedrich Engels, *Anti-Dürhing*, Editions Sociales, 1977.
- (2) Robert Galley, Ministre de la défense.
- (3) André Fanton, Secrétaire d'Etat à la défense.
- (4) Général X, *Moi un officier*, Editions du Seuil.
- (5) Pierre Naville, *L'Armée et l'Etat en France*, Cahiers du CES n°12, 1961. Réédition à paraître aux Editions Syllepse et Péricope (Point de mire).
- (6) Jean Péré, *La guerre et ses mutations*, Editions Payot, 1961.
- (7) Jean Péré, *ibid.* note (6).
- (8) Jean Péré, *ibid.* note (6).
- (9) J. Alford, *The impact of new military technology*, IISS.
- (10) Guy Brossollet, *Essai sur la non bataille*, Editions Belin, 1975.
- (11) Horst Afheldt, *Pour une défense non suicidaire de l'Europe*, Editions La Découverte, 1985.
- (12) *Defence without the bomb*, Taylor & Francis, Londres, 1983.
- (13) *Armée rouge et Péréstroïka*, Editions Syllepse et Péricope, à paraître.
- (14) *Les quatre premiers congrès de l'IC*, Editions François Maspéro, 1969.
- (15) *M comme militaire*, Bernard Docre et Patrick Mars, Editions Alain Moreau.

(16) *L'Etat et la révolution*, Lénine, Editions de Moscou.

(17) *Democratic defence*, Peter Tatchell, Heretic Books Londres 1988 ; à paraître dans la collection Point de mire, Editions Syllepse et Périscope. *The Days of the good soldiers*, Richard Kisch, The Journeyman Press, Londres, 1985.

(18) Comme le font notamment Alain Brossat et Jean-Yves Potel (*Antimilitarisme et révolution*, 10/18, 1976) ou Robert Pelletier et Serge Ravet (*Le mouvement des soldats*, Editions François Maspéro, 1976).

(19) Archives d'IDS (Information pour les droits du soldat) et d'ECCO (European conference of conscripts organisations).

(20) *L'Armée de la France démocratique*, Jean Maranne, Editions Sociales, 1977.

(21) Ibid. note (19).



## Crises et surprises dans l'institution militaire

En France, les débats sur les problèmes de défense s'embourbent souvent dans une simple approche quantitative. La doctrine et l'organisation n'évoluent qu'autour d'un tryptique (nucléaire - force de manœuvre - forces d'intervention) considéré comme immuable, consensuel et neutre.

C'est à partir de leur expérience d'appelés du contingent que les auteurs ont forgé leur critique du système militaire et de son objet : membres de l'association *Informations pour les droits du soldat* et conseillers de la *Conférence européenne des organisations d'appelés*, ils ont lutté au sein de l'armée française pour imposer l'exercice de la citoyenneté militaire, pour construire dans la réalité un droit d'association syndicale et, enfin, pour que cette armée dise clairement à la société quelles étaient ses missions.

Avec Bernard Ravenel, président du *Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté*, qui préface ce livre, ils contribuent à une réappropriation des problèmes de défense par l'ensemble des citoyens et des citoyennes.

---

*Editions Syllepse & Périscope - 41, rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris*